



Note de lecture
Septembre 2007

Alimentation

Perspectives de changement à long terme dans les habitudes alimentaires

Conséquences, options de politiques nutritionnelles

Source : FAO, 2003

Groupe Prospective

Auteur : Josef SCHMIDHUBER, Global Perspectives Studies Unit, FAO
<http://www.fao.org/es/ESD/Schmidhuberdiets.pdf>

Date de publication : 2003

Problématique de l'étude : A partir d'une analyse des évolutions alimentaires dans les différents groupes de pays du monde depuis 1960, l'auteur tente une prospective à 2030, en intégrant la croissance démographique et surtout l'évolution des modes de vie et de consommation, à l'échelle mondiale.

Méthodologie : Ce document a été rédigé avant la poussée des biocarburants, et avant les flambées de prix actuelles. Il traite donc spécifiquement de l'alimentation humaine (et donc indirectement animale).

L'accroissement de la productivité agricole a permis d'arriver à une saturation quantitative des besoins alimentaires énergétiques dans les pays développés au cours du XIXe siècle. Ensuite, une substitution d'aliments carnés aux aliments végétaux a été rendue possible.

Ce mouvement n'a démarré qu'après la seconde guerre mondiale dans les pays en développement (PED), où on est passé de 1 950 Kcal/hab/j. en 1960 à 2 680 Kcal en 2000, avec un accroissement de la disponibilité en protéines de 40 à 70 g/j.

La malnutrition est passée de 37% à 17%, et, si 840 millions d'habitants sur la planète demeurent malnutris, cela reflète davantage des problèmes d'inégalités que de réelle disponibilité alimentaire. Seul le cas de l'Afrique sub-saharienne reste préoccupant car l'accroissement de la productivité et des disponibilités alimentaires y est limité.

Dans le reste du monde, les gains de pouvoir d'achat et l'accroissement des disponibilités ont conduit à l'amorce d'une « transition alimentaire ».

Les facteurs de la transition alimentaire dans les 30 années à venir

- ❑ **La croissance démographique va se ralentir.** Les prévisions sont constamment revues à la baisse. L'ONU annonce désormais 8,1 milliards d'humains en 2030, soit + 35 % par rapport à 2000. Le ralentissement se poursuivra ensuite pour arriver à un maximum de 9,5 milliards en 2070. Cette croissance devrait être désormais moins rapide que celle de la production agricole. La disponibilité alimentaire moyenne par habitant devrait donc croître de 2 800 à 3 050 Kcal/hab/j. à l'échelle mondiale.
- ❑ **L'urbanisation va s'accélérer.** Aujourd'hui la population mondiale est à peu près urbaine pour moitié, mais cette proportion est en hausse rapide (1/3 en 1960), spécialement dans les pays encore très ruraux (Afrique). L'urbanisation limite le temps consacré aux repas et accroît le recours aux circuits commerciaux, y compris internationaux. C'est particulièrement vrai du fait de la position portuaire de nombreuses grandes villes dans les PED.
- ❑ **La grande distribution s'implante très vite** dans les PED. En Amérique latine, sa part est passée de 15 à 60 % entre 1990 et 2000 dans l'approvisionnement alimentaire des ménages, une évolution qui avait pris 50 ans aux USA ! Les produits transformés et la restauration hors domicile se répandent également à grande vitesse dans un environnement urbain.
- ❑ **Les revenus sont en hausse, avec des contrastes régionaux.** En moyenne dans les PED, la croissance par habitant est estimée à 4 %, soit le double de la croissance des pays développés [attention toutefois, cela ne signifie pas forcément un rattrapage - NdT]. Sur ce point également,

l'Afrique est en retrait (+ 2 %/an, sur une base déjà faible) ; à l'opposé l'Asie de l'Est affiche une très forte croissance.

- **La structure par âge évolue.** Les tranches de population les plus jeunes seront moins nombreuses, et l'investissement dans chaque enfant sera accru : en éducation par exemple, mais aussi sur le plan alimentaire. En Chine, on voit apparaître une génération de jeunes obèses.

Prospective à 2030

- **Situation en 1960 :** Le monde développé se situait autour de 3 000 Kcal/hab/j. Les pays en développement (hormis Argentine-Uruguay et quelques pays) disposaient de moins de 2 500 Kcal, et 40 % de la population était sous-alimentée, avec parfois des famines aiguës (Chine).
- **1970-2000 : Démarrage de la transition alimentaire dans les PED.** La disponibilité alimentaire s'accroît beaucoup dans cette période dans les PED, jusqu'à 2 680 Kcal/hab/j en 2000, par exemple en Asie suite à la révolution verte. Le taux de malnutrition tombe à 10 %, hormis en Afrique subsaharienne.
A l'échelle mondiale, on arrive à 2 800 Kcal/hab/j. L'obésité s'accroît partout.
Une évolution inattendue dans cette période est la reprise de la croissance de l'apport calorique dans les pays développés, notamment aux USA (de 3 300 Kcal en 1960 à 3 800 en 2000), avec les conséquences connues sur l'obésité. L'auteur note toutefois, qu'au-delà de 3 300 Kcal, une grande partie des aliments est sans doute jetée, donc non-consommée.
- **Et en 2030 ?** L'apport moyen par habitant dans les PED devrait atteindre 3 000 Kcal, et la sous-nutrition toucherait 6 % de la population des PED, principalement en Afrique. Dans beaucoup de pays la sur-nutrition deviendra le problème majeur, du fait des apports alimentaires mais aussi de l'évolution du mode de vie dans un contexte urbain plus sédentaire.
On passera, pour les calories issues des produits animaux, de 100 Kcal/hab/j. en 1961 à 300 en 2000 puis 400 en 2030, en moyenne pour les PED. En réalité, cette croissance prendra place surtout en Asie de l'Est (de moins de 100 à 650 Kcal de 1960 à 2030) et en Amérique latine (300 à 650), pratiquement pas en Afrique. Cette évolution est déjà très largement engagée en 2000.
Par rapport à l'année 2000, la demande en produits animaux par habitant croîtrait donc d'un tiers dans les PED.

Conséquences de ces évolutions et propositions

Les conséquences de la disponibilité calorique accrue dans les PED sur l'obésité pourraient être plus importantes que dans les pays développés, pour deux raisons : d'une part parce que les enfants dont la mère a été confrontée à des restrictions alimentaires pendant sa grossesse tendent à grossir davantage ; d'autre part parce que certains groupes ethniques sont génétiquement prédisposés, dans certains PED (ce serait moins le cas dans les pays développés).

Plusieurs types de politiques sont évoqués pour tenter d'éviter l'« épidémie » d'obésité qui se profile donc dans les PED.

Le maintien des prix aux producteurs à un niveau relativement élevé est mentionné : dans les pays développés, les pays les plus protectionnistes semblent en effet avoir une prévalence plus faible de l'obésité. L'efficacité de ce mécanisme est toutefois limitée car le produit agricole ne représente qu'une faible part du prix de l'aliment final.

La taxation des denrées trop énergétiques au niveau du consommateur pose également des problèmes car elle s'adresse aux aliments composites et non aux nutriments élémentaires.

Ces 2 solutions se heurtent aussi au fait que la relative indifférence des consommateurs par rapport au prix (faible élasticité) est davantage marquée au sein des groupes relativement aisés - précisément ceux où se développent les problèmes d'obésité dans les PED. Les hausses de prix alimentaires consécutives à des taxes, à différents niveaux de la filière, ont donc peu d'effet sur l'obésité. Seuls les plus pauvres les ressentiraient, ce qui pourrait même conduire à une sous-alimentation pour certaines catégories.

Enfin, la pénalisation des personnes en surpoids (éventuellement par une taxe spécifique !) est également examinée. Quoique sans doute efficace par certains aspects (incitation à la dépense énergétique et non seulement à limiter les prises alimentaires, intégration des coûts sociaux consécutifs à l'obésité), cette approche pose des problèmes d'acceptabilité.